



together possible.

WWF Regional Office Africa Tel: (237) 222 21 70 84 / 83
Yaoundé Hub 222 00 77 03
Cameroon Country Office 677 50 00 35
Immeuble Panda, 699 50 36 21
Rue La Citronnelle Fax : (237) 222 21 70 85
BAT Compound, Bastos, 222 21 42 40
BP 6776 Yaoundé aononino@wwfcam.org
Republic of Cameroon www.panda.org

PROJET DE TRANSFORMATION ARTISANALE DU BOIS DANS TROIS FORETS COMMUNAUTAIRES SITUEES DANS L'ARRONDISSEMENT DE MOLOUNDOU, DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST-CAMEROUN

BUSINESS PLAN

Elaboré par :

M. BINELI ATANGANA Steve, Consultant Principal
Ingénieur des Eaux, Forêts et Chasses

Tél. : (00237) 694922074 – Email : bineliatangana@yahoo.fr,

Assisté de :

M. BOMBA Côte Firmin,

Expert en montage des projets - Analyste macro-environnemental.

Sous la supervision de :

M. Alphonse NGNIADO

Forest and Climate Coordinator

Juin 2025

RESUME

Le projet de transformation artisanale du bois dans les forêts communautaires ACODENDO, ADILEM et ACODELEMIT, situé dans l'arrondissement de Moloundou, département de la Boumba et Ngoko, région de l'Est du Cameroun, vise à améliorer la gestion des ressources forestières et à renforcer le bien-être des communautés riveraines. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de Conservation Intégrée de la Biodiversité et des Écosystèmes par les Communautés Locales (CIBEL) du WWF et dont la mission principale est la promotion de la gestion durable des ressources forestières tout en augmentant les revenus des communautés. Sa mise en œuvre du prévoit le déploiement des infrastructures et des équipements pour la transformation du bois avec comme résultats attendus, la création d'emplois directs et indirects pour les communautés locales, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers l'augmentation des revenus locaux. Toutefois, plusieurs contraintes à la mise en œuvre dudit projet dans les localités cibles sont à signaler, à priori l'enclavement rendant l'accès et le transport des produits forestiers difficiles voire impossibles par les voies de communication terrestres.

Le recours à l'expertise d'un consultant chargé de l'élaboration du présent business plan assortie d'un manuel de procédure de gestion a permis sur la base des données de terrain et celles secondaires de faire une étude du marché qui présente les produits en bois les plus demandés à savoir : lattes, bastaings, panneaux, coffrages et chevrons. Ces produits sont issus des essences ci-après : Ayous (*Triplochiton scleroxylon*) communément appelé « bois blanc », Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*) et Iroko (*Milicia excelsa*) communément appelé « bois rouge ». L'exploitation des rapports d'inventaire forestier effectués sur un bloc quinquenal dans les trois FC ressort un potentiel global de 91 739,12 m³ avec comme potentiel clientèle, les ménages, les professionnels du métier du bois (UTB) et les fournisseurs de bois au Congo. Dans les stratégies de conquête du marché, il est préconisé la mise en place d'un Marché intérieur du Bois (MIB), à travers la création d'un site physique dans la ville de Moloundou garantissant aux populations un accès équitable aux produits bois. D'après l'état des recettes prévisionnelles, l'estimation du prix moyen du m³ des différents produits bois s'élève à 57 075 FCFA/m³ et l'estimation du chiffre d'affaires prévisionnel annuel est d'environ 31 416 061,644 FCFA, calculée sur la base de frais lié à la location de la scie mobile et d'un prélèvement à taux de 5% de la valeur du m³ du bois scié et vendu.

Il est préconisé la création d'une instance faitière chargée de la supervision des ressources mutualisées des trois Forêts Communautaires ACODENDO, ADILEM et ACODELEMIT, avec le statut juridique d'une Société Coopérative Simplifiée ayant un Conseil d'Administration (SCOOP-CA). Ladite instance sera composée de représentants des trois forêts communautaires. Elle sera dirigée par un Conseil d'Administration et un Gérant responsable de l'exécution des décisions à travers le personnel technique et commercial, ainsi que le trésorier/comptable. Les principales étapes relatives aux activités d'exploitation et de transformation du bois sont : la

commande par le client ; la prospection, l'identification des essences et l'abattage des arbres par les équipes techniques assignées aux comités de gestion des forêts ; le transport des équipements par l'équipe technique chargée du matériel, de la structure faitière suivi de la transformation des arbres abattus selon les spécificités de la commande ; et la commercialisation.

S'agissant des prévisions financières, les besoins et coûts du matériel, ainsi que de la création du MIB sont estimés à 24 292 000 FCFA. Des moyens humains, la priorité reviendrait aux personnes issues des communautés riveraines et membres des organisations associatives des FC. L'insuffisance de données exactes relatives à la création et aux procédures de légalisation des trois forêts communautaires a contraint le consultant à faire une estimation des coûts afin d'évaluer le coût du projet qui s'élève à 27 066 250 FCFA, une répartition des coûts d'investissement pour le démarrage effectif du projet est présentée et le compte d'exploitation prévisionnel de la structure faitière prévoit dès la première année, des recettes annuelles de l'ordre de 32 016 061 FCFA, contre des charges estimées à 7 382 833 FCFA, soit une marge nette de 24 633 228 FCFA, soit une capacité d'autofinancement de 30 378 894 FCFA, incluant la marge nette et la dotation aux amortissements liées aux équipements gérés par cette structure.

Les fonds d'autofinancement seront investis d'une part, en priorité pour l'achat de nouveaux équipements, et d'autre part, pour les dépenses liées aux charges de fonctionnement de cette structure, conformément aux dispositions statutaires de la SCOOP-CA qui seront prise en assemblée générale. En outre, la dotation aux différents amortissements est répartie entre la structure faitière qui ne prend en charge que les rubriques liées aux équipements, matériels et accessoires qui lui sont destinées.

Le début de démarrage des activités est arrêté au courant du mois de janvier 2026.

SOMMAIRE

RESUME	2
SOMMAIRE	4
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX.....	7
INTRODUCTION GENERALE.....	8
A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	8
B. LES OBJECTIFS DE LA PRESTATION	9
C. LES RESULTATS ATTENDUS.....	9
1 ^{ère} PARTIE :	10
I. PRESENTATION GENERALE DU PROJET	11
A. Description du projet de Transformation du Bois dans les Forêts Communautaires.....	11
B. La vision et les objectifs du projet	12
C. les résultats attendus	12
D. Impact socio-économique, financier et technique	13
E. Localisation du projet	13
F. limites de la mise en œuvre du projet	15
G. La législation et la réglementation applicables dans ce secteur d'activité.....	15
H. Les besoins en accompagnement et en appui du projet.....	19
I. La pertinence du projet	20
J. Les risques du projet.....	20
II. ETUDE DU MARCHE.....	22
A. L'offre et la demande en bois.....	22
B. La concurrence	23
C. La clientèle potentielle du bois issu des trois forêts communautaires.....	24
III. STRATEGIES DE CONQUETE DU MARCHE ET PRIX DES PRODUITS	24
A. Création d'un marché intérieur du bois	24
B. Types et prix des produits.....	24
IV. ETAT DES RECETTES PREVISIONNELLES.....	25
A. Estimation du prix moyen du mètre cube du bois	25
B. Estimation du chiffre d'affaires prévisionnel sur 5 ans	25
2 ^{ème} PARTIE.....	28
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE PORTEUSE ET DE L'EQUIPE DU PROJET	29

A. Statut juridique de la structure porteuse	29
B. Présentation de l'équipe de pilotage du projet	29
C. fonctionnement de la structure faitiere	31
<i>II. LA PRESENTATION DU PROCESSUS TECHNIQUE.....</i>	<i>32</i>
<i>3ème PARTIE.....</i>	<i>34</i>
<i>I. PREVISIONS FINANCIERES</i>	<i>35</i>
A. LES besoins en moyens matériels et leurs couts	35
B. Les moyens humains	36
C. Evaluation du cout du projet	37
D. Répartition des besoins de financements	39
E. Compte d'exploitation previsionnel	40
F. Tableau d'amortissement des investissements	43
<i>II. CHRONOGRAMME DE MISE EN œuvre DU PROJET</i>	<i>46</i>

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ACODELEMIT	Association pour la Conservation et le Développement de Légoué, Mengombé et Tembè Rivière
ACODENDO	Association pour la Conservation et le Développement de Ndongo
ADILEM	Association pour la Conservation et le Développement Intégré de Léké et Mindourou
CIBEL	Conservation Intégrée de la Biodiversité et des Ecosystèmes par les Communautés Locales
FC	Forêt Communautaire
FCFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
FOB	Free On Board
HT	Hors Taxe
MIB	Marché Intérieur du Bois
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
ROF	Responsable des Opérations Forestières
SCOOP-CA	Société Coopérative Simplifiée avec Conseil d'Administration,

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: LES BESOINS EN ACCOMPAGNEMENT ET EN APPUI DU PROJET	19
TABLEAU 2: RISQUES DU PROJET ET MESURES DE PREVENTION PREVUES	21
TABLEAU 3: DONNEES DE L'OFFRE DU BOIS SUR UNE PERIODE DE 5 ANS	23
TABLEAU 4: PRIX PAR PIECE DES DIFFERENTS PRODUITS EN BOIS TRANSFORME	24
TABLEAU 5: ESTIMATION DU PRIX MOYEN DU M3 DU BOIS TRANSFORME	25
TABLEAU 6: LISTE DES PRESTATIONS DE LA STRUCTURE FAITIERE ET LEURS MONTANTS	25
TABLEAU 7: CHIFFRE D'AFFAIRES PREVISIONNEL ANNUEL DE LA STRUCTURE FAITIERE	26
TABLEAU 8: EVALUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA STRUCTURE FAITIERE SUR 5 ANS .	27
TABLEAU 9: BESOIN ET COUTS DU MATERIEL, AINSI QUE DE LA CREATION DU MIB	35
TABLEAU 10: MOYENS HUMAINS NECESSAIRES DANS UN COMITE DE GESTION	36
TABLEAU 11: BESOINS EN MOYENS HUMAINS DANS LA STRUCTURE FAITIERE	36
TABLEAU 12: BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET	37
TABLEAU 13: BESOINS EN FINANCEMENTS.....	39
TABLEAU 14: COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL	40
TABLEAU 15: TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	43

INTRODUCTION GENERALE

A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le projet de Conservation Intégrée de la Biodiversité et des Écosystèmes par les Communautés Locales (CIBEL) a pour objectif d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de renforcer le bien-être des populations riveraines. Entre autres actions impulsées par ce projet, nous avons la mise en conformité des forêts communautaires ACODENDO, ADILEM et ACODELEMIT, en vue de l'exploitation légale du bois issu de ces forêts, dans l'arrondissement de Moloundou, département de la Boumba et Ngoko, région de l'Est.

Pour l'atteinte de cet objectif, il a été commandé un Business plan pour la mise en place d'un projet de transformation du bois, devant permettre l'amélioration de la gestion et de l'exploitation des forêts, à travers la mise à disposition d'équipements appropriés à cet effet.

Pour ce faire, l'équipe d'experts commis à cette tâche a procédé d'une part, à l'exploitation des documents mis à sa disposition, notamment les rapports d'études socio-économiques et les rapports de l'inventaire des forêts communautaires susmentionnées, et d'autre part, à la descente sur le terrain en vue de la collecte d'informations nécessaires au montage dudit Business plan.

De l'exploitation des rapports des Études Socioéconomiques de ces Forêts Communautaires, il ressort que les localités concernées sont constituées des villages : Ndongo et Baka (ACODENDO) ; Léké et Mindourou (ADILEM) ; Légoué, Mengombé, et Tembè Rivière (ACODELEMIT). L'effectif cumulé de la population de ces villages est évalué à environ 2510 individus en 2024. Les activités économiques prédominantes dans lesdites localités concernent : (i) le secteur primaire avec l'agriculture vivrière, la culture du cacao, la chasse et l'exploitation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) et (ii) le secteur tertiaire, avec les petits commerces. Aucune activité de transformation des matières premières n'est présente.

Il faut signaler que le projet CIBEL dans sa composante transformation du bois, constitue à cet effet une opportunité pour le développement du secteur secondaire, porteur d'une valeur ajoutée qui garantira des bénéfices substantiels aux populations locales tout en encourageant une exploitation durable des ressources forestières. Il est attendu comme impact direct, une augmentation significative des ressources financières et la réalisation des projets de développement local.

Pour ce qui est des ressources forestières, le Rapport de l'inventaire présente un potentiel significatif avec une diversité d'essences exploitables et un volume important de bois. Il s'agit de données essentielles ayant vocation à attirer une clientèle intéressée par ces ressources.

Par ailleurs, les informations recueillies lors de la collecte de données sur le terrain, ont permis de faire un état des lieux de la gestion et de l'exploitation des forêts, et

d'obtenir des données non-exhaustives relatives aux opportunités, contraintes et perspectives dans ce secteur.

B. LES OBJECTIFS DE LA PRESTATION

L'ensemble des données collectées et consolidées étaient destinées à l'élaboration d'un business plan assorti d'un document guide pour la transformation et la commercialisation du bois d'œuvre issu des trois (03) blocs quinquennaux de ces forêts communautaires.

Plus concrètement il était question de :

- définir la vision et les objectifs de l'entreprise communautaire ;
- analyser le marché ;
- élaborer une stratégie commerciale ;
- définir la structure organisationnelle ;
- établir un plan opérationnel ;
- élaborer un plan financier ;
- rédiger le business plan et le manuel de gestion simplifié d'une entreprise.

C. LES RESULTATS ATTENDUS

Au terme de la prestation, les trois Forêts Communautaires disposeront de deux livrables à savoir :

a) un business plan articulé autour des 3 parties suivantes :

- 1^{ère} partie : la présentation du projet, du marché et de la stratégie ;
- 2^{ème} partie : la présentation du porteur de projet, de l'équipe et de la structure ;
- 3^{ème} partie : les prévisions financières.

b) un manuel simplifié de gestion de l'entreprise, comprenant :

- 1^{ère} partie : les procédures opérationnelles de la structure porteuse du projet ;
- 2^{ème} partie : les procédures opérationnelles des bureaux et comités de gestion des forêts communautaires ;
- 3^{ème} partie : le mode de collaboration de ces différentes entités.

Tel est la structure du présent document qui constitue le Business plan susmentionné, ainsi que celle du Manuel sus-évoqué.

1^{ERE} PARTIE :

I. PRESENTATION GENERALE DU PROJET

A. DESCRIPTION DU PROJET DE TRANSFORMATION DU BOIS DANS LES FORETS COMMUNAUTAIRES

1. Situation actuelle des forêts communautaires

Les forêts communautaires ACODELEMIT, ACODENDO et ADILEM ont bénéficié d'une convention de gestion provisoire d'une durée de deux ans, pour leur permettre de générer les fonds nécessaires à la mise en place des conditions pour la signature d'une convention définitive de 25 ans.

Toutefois, au cours de ces deux années, les communautés ont exploité le bois de manière artisanale à l'aide des tronçonneuses. Les résultats escomptés n'ont pas été obtenus, du fait des défaillances de gestion au sein des instances mises en place et des difficultés rencontrées par les communautés¹.

Compte tenu de cette situation, le principal partenaire de ces communautés dans le domaine de la préservation des écosystèmes a apporté son appui pour la régularisation des forêts concernées, afin d'éviter une exploitation anarchique de ces. Il est prévu que suite à l'obtention de la Convention de gestion définitive, l'exploitation du bois se fasse par bloc quinquenal, pour une durée de 25 ans.

2. Mise en place du projet de transformation du bois issu des 3 forêts communautaires :

Le projet envisagé ambitionne de **doter les populations des trois (03) forêts, de l'outil d'exploitation, de transformation et de commercialisation du bois.**

Dans cette optique, il est préconisé de :

- finaliser le processus de légalisation des trois (03) forêts communautaires ;
- veiller à la mise en place d'une part, des différentes instances chargées de la gestion de chacune des forêts, et d'autre part, d'une structure faitière représentative des trois (03) communautés, qui sera chargée de la gestion des ressources acquises pour populations ;
- **implémenter un marché intérieur du bois dans la ville de Moloundou pour optimiser l'écoulement des produits en bois issus de ces forêts ;**
- former les équipes assignées à ces activités aux bonnes pratiques de gestion, d'exploitation durable des ressources forestières et de commercialisation du bois ;
- **produire les différents outils de gestion à travers l'élaboration d'un Manuel de procédures.**

¹ Cf Rapport de la mission de collecte de données

Ce projet s'inscrit à cet effet dans une démarche visant à renforcer les capacités des communautés locales dans les activités d'exploitation et de transformation du bois, tout en préservant l'environnement.

B. LA VISION ET LES OBJECIFS DU PROJET

Globalement, ce projet vise à renforcer les capacités des populations des forêts communautaires ACODENDO, ADILEM et ACODELIMIT dans les activités d'exploitation, de transformation et de commercialisation du bois. Aussi, il participera à l'amélioration de la participation des populations à la conservation et à la gestion des ressources forestières, afin que celles-ci contribuent à élever leur niveau de vie.

Il s'agit de :

- mettre en place un cadre permettant l'exploitation légale, responsable et durable des ressources forestières pour répondre aux besoins économiques des communautés tout en préservant l'écosystème ;
- déployer des structures appropriées pour la gestion des forêts et des ressources mutualisées destinées aux communautés ;
- acquérir les équipements et les outils permettant de transformer le bois sur place et créer des opportunités économiques pour les populations locales ;
- former les membres des communautés à la gestion et l'exploitation des forêts communautaires, ainsi qu'aux bonnes pratiques dans l'utilisation et la manipulation efficace des équipement de transformation du bois ;
- créer un Marché Intérieur du Bois (MIB) pour la commercialisation du bois issu de ces forêts.

C. LES RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu comme résultats que :

- les structures appropriées pour la gestion des forêts et des ressources mutualisées destinées aux communautés sont créées ;
- les équipements et les outils permettant de transformer de manière artisanale le bois sur place sont acquis ;
- les membres des communautés sont formés à la gestion et l'exploitation des forêts communautaires, ainsi qu'aux bonnes pratiques dans l'utilisation et la manipulation efficace des équipement de transformation du bois ;
- un Marché Intérieur du Bois (MIB) est créé.

D. IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

1. Impact socio-économique

L'impact attendu se situe à plusieurs niveaux, notamment :

- Sur le plan **Environnemental**, avec la promotion d'une gestion durable des forêts, contribuant à la préservation de la biodiversité et à la lutte contre la déforestation ;
- Sur le plan **Economique**, avec l'amélioration de l'offre des produits en bois, la création d'emplois liés aux activités de transformation du bois ;
- Sur le volet **Financier**, à travers l'augmentation des revenus des communautés. Le projet va générer la première année un chiffre d'affaires Hors Taxe (HT) d'environ treize millions cent soixante-six mille quatre cent vingt-cinq (13 166 425) FCFA ;
- Sur le plan **Social**, à travers la réalisation des projets de développement socio-économique au sein des communautés.

2. Plus-value technique

La principale plus-value apportée consistera à la professionnalisation d'un secteur d'activité dont les pratiques sont restées jusqu'alors artisanales, informelles et illégales.

E. LOCALISATION DU PROJET

1. Description du milieu géophysique de la commune de Moloundou² :

Le projet se situe dans la commune de Moloundou, département de la Boumba et Ngoko, région de l'Est.

Situation géographique

Conformément à son plan communal de développement réalisé en 2011, il ressort que la Commune de Moloundou est située à l'extrême Sud-est du Cameroun. Elle couvre une superficie de 15 000 km². Sa particularité est qu'elle possède des limites nationales et internationales. Au plan national, elle partage ses limites au nord et à l'ouest respectivement avec la Commune de Salapoumbé et l'arrondissement de Ngoïla. Sur le plan international, la limite est constituée par le fleuve Ngoko au sud qui la sépare du Congo. La ville de Moloundou se trouve à 850 km de la capitale Yaoundé, 530 km de Bertoua, chef-lieu de la région de l'Est et à 230 km de Yokadouma, chef-lieu du département de la Boumba et Ngoko.

Milieu biophysique :

² Cf. Plan Communal de Développement de la Commune de Moloundou

La Commune se situe dans une zone à climat de type équatorial guinéen caractérisé par l'alternance des saisons pluvieuses et sèches à savoir : une petite et grande saison de pluie (mi-mars à Juin, mi-août à mi-novembre), et une petite et grande saison sèche (Juin à mi-août, mi-novembre à mi-mars).

Les températures moyennes annuelles sont de 24°C. La hauteur des pluies atteint plus de 1500 mm par an en moyenne (CTFC 2009). Les mois les plus pluvieux sont ceux d'octobre, septembre, août et mai, tandis que le mois le moins pluvieux est celui de décembre.

2. Description de la zone du projet

Le projet de transformation du bois quant à lui couvre une zone constituée de trois (03) forêts communautaires, des villages appartenant au canton DJAKO, ainsi que du marché du bois dans la commune de Moloundou.

Les ethnies présentes sont constituées des Bangado, des bakwele et des BAKA.

Il s'agit notamment des villages riverains ci-après :

- Ndongo et Baka : forêt communautaire ACODENDO ;
- Léké et Mindourou : forêt communautaire ADILEM ;
- Légoué, Mengombé, et Tembé Rivière : forêt communautaire ACODELEMIT.

Ces villages sont riverains du Parc National de Lobeke, d'une superficie de 217 854 ha, crée par décret n°2001/107/CAB/PM du 19 mars 2001.

3. Potentiel économique de la zone du projet³

Pour ce qui est des ressources forestières, les zones d'exploitation ciblées contiennent les essences les plus demandées tel que l'**Ayous** (*Triplochiton scleroxylon*), le **Sapelli** (*Entandrophragma cylindricum*) et l'**Oroko** (*Milicia excelsa*), ainsi que plusieurs autres espèces potentiellement exploitables.

D'après les rapports des inventaires forestiers réalisés au mois de décembre 2024, ce potentiel se présente ainsi qu'il suit :

- ACODELEMIT : 2 823 tiges d'arbres, représentant 39 essences différentes, pour un volume total exploitable de **24 851,86 m³** ; les essences dominantes sont constituées de l'Ayous, le Sapelli, et le Padouk Rouge (*Pterocarpus soyauxii*).
- ACODENDO : 3 386 tiges d'arbres, représentant 40 essences différentes, pour un volume total exploitable de **30 802,52 m³** ; les essences dominantes sont constituées de l'Ayous, le Sapelli, et le Padouk rouge.
- ADILEM : 3 961 tiges d'arbres, représentant 38 essences différentes, pour un volume total exploitable de **36 084,74 m³** ; les essences dominantes sont constituées de l'Ayous, le Sapelli, et le Padouk rouge.

3 Cf. Rapports des inventaires forestiers réalisés en décembre 2024 par WWF

Ce potentiel justifie le choix de ces différents sites et la mise en place de ce projet.

4. Contraintes de la zone du projet

Toutefois, bien que riches en ressources forestières, ces localités sont enclavées d'une part, par manque de routes accessibles par véhicule, et d'autre part, par l'absence de réseaux de communication téléphonique. Pour communiquer, deux antennes satellites, de marque Star link pour la fourniture de la connexion internet, sont installées dans les villages Baka et Ndongo, dont une appartenant au WWF.

En effet, toutes ces localités ne sont accessibles que par des engins à deux roues. Le prix du transport par voyageur est d'environ 20 000 FCFA pour accéder au dernier village du canton DJAKO (Ndongo), distant de 60 km de Moloundou.

Le bac servant à la traversée sur le fleuve NGOKO permettant de rallier Moloundou à ces localités est endommagé, d'où le recours à des pirogues de fabrication artisanale.

En outre les pirogues à moteur peuvent assurer le transport des biens et personnes vers les localités cibles. Ce mode de transport a également un coût élevé avec une durée de trajet plus conséquente.

En conséquence la mauvaise qualité des voies terrestres constitue la principale contrainte pour les échanges entre la ville de Moloundou et ces villages. La voie navigable sur le fleuve Ngoko est la meilleure option pour le transport des charges importantes.

F. LIMITES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Les contraintes identifiées ci-dessus liées aux voies d'accès et à leurs coûts, ont un impact négatif sur les échanges entre les localités susmentionnées et la ville de Moloundou, liés au projet envisagé.

A cet effet, elles constituent une limite significative au déploiement de ce projet, car les prévisions faites dans le cadre du présent Business plan ne sont réalisables que si les voies de communication terrestres accessibles aux véhicules lourds existent.

G. LA LEGISLATION ET LA REGLEMENTATION APPLICABLES DANS CE SECTEUR D'ACTIVITE

1. Le cadre juridique

Le secteur de l'exploitation, de la transformation et de la commercialisation du bois issu des forêts communautaires est régi par un cadre juridique constitué des textes législatifs et réglementaires spécifiques suivants :

- loi n°2024/008 du 24 juillet 2024 portant régime des forêts et de la faune définit et régit l'activité autour des forêts en général et des forêts communautaires en particulier ;

- loi n°94/01 du 20 janvier 1994, portant régime des forêts, de la faune et de la pêche ;
- loi n°2004/18 du 22 juillet 2004, fixant les règles applicables aux communes ;
- loi n°2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi des finances en république du Cameroun pour l'exercice 2025 ;
- décret n°95/531 du 23 août 1995, fixant les modalités d'application de la loi n°94/01 ;
- décret n°98/009/PM du 23 janvier 1998, fixant l'assiette et les modalités de recouvrement des droits relatifs à l'activité forestière ;
- décret n°99/370/PM DU 19 mars 1999, relatif au programme de sécurisation des recettes forestières ;
- arrêté n°0878/MINFOF/MINCOMMERCE du 26 avril 2010, portant organisation et fonctionnement du MIB ;
- arrêté n°00000038/MINFI/CF/A/DGD du 19 janvier 2023 portant constatation des valeurs FOB des bois en grumes et débités à l'exportation pour une période de six mois ;
- arrêté n°252/A/CAB/MINEF/DF portant adoption des modèles de convention de gestion des forêts communautaires ;
- décision n°0108/D/MINEF/CAB du 09 février 1998 fixe les Normes, à caractère obligatoire, d'intervention en milieu forestier ;
- décision n°0098/D/MINFOF/SG/DF/SDFC du 12 février 2009 portant adoption du Document Intitulé « Manuel des Procédures d'Attribution et des Normes de Gestion des Forêts Communautaires ».

2. Attribution et exploitation d'une forêt communautaire

D'après la législation en vigueur, une forêt communautaire est une « forêt du domaine forestier non permanent, faisant l'objet d'une convention de gestion entre une communauté villageoise et l'Administration chargée des forêts. La gestion de cette forêt relève de la communauté villageoise concernée, avec le concours ou l'assistance technique de l'Administration chargée des forêts ». La superficie d'une forêt communautaire ne peut excéder 5000 hectares et la zone concernée doit être libre de tout titre d'exploitation forestière.

S'agissant de la convention de gestion d'une forêt communautaire, elle est définie comme « un contrat par lequel l'administration chargée des forêts confie à une communauté une portion de forêt du domaine national, en vue de sa gestion, de sa conservation et de son exploitation pour l'intérêt de cette communauté. La convention de gestion est assortie d'un plan simple de gestion qui fixe les activités à réaliser ». L'attribution à titre définitif de la forêt communautaire, pour une durée de vingt-cinq (25) ans renouvelables, n'est prononcée qu'après réalisation de toutes les clauses et conditions imposées par un cahier de charges. Les démarches de légalisation en cours concernant les forêts communautaires ACODELEMIT, ACODENDO et ADILEM, ont pour but d'obtenir cette Attribution à titre définitif.

Par ailleurs, « les forêts pouvant faire l'objet d'une convention de gestion de forêt communautaire sont celles situées à la périphérie ou à proximité d'une ou de plusieurs communautés et dans lesquelles ces populations exercent leurs activités ». Les populations dont il est question ici sont celles qui, en tant que propriétaires coutumières de la forêt, y mènent des activités autorisées dans le cadre du droit d'usage. La réglementation en vigueur stipule que « Lorsqu'une forêt est limitrophe de plusieurs communautés, elle peut faire l'objet d'une convention de gestion collective ». Dans ce cas, le processus est conduit par une seule et même entité juridique.

Pour ce qui est des produits, la législation en vigueur stipule que « les produits forestiers de toute nature résultant de l'exploitation des forêts communautaires appartiennent entièrement aux communautés villageoises concernées ». Cette propriété s'étend sur les ressources ligneuses, non ligneuses, fauniques, halieutiques ainsi que les produits spéciaux, à l'exception de ceux interdits par la Loi.

3. Création/Enregistrement d'un Marché Intérieur du Bois (MIB)

Le volet de la commercialisation du bois est régi par l'arrêté conjoint n°0878/MINFOF/MINCOMMERCE du 26 avril 2010, portant organisation et fonctionnement du MIB.

Aussi, le Marché Intérieur du Bois (MIB) est un site physique et/ou virtuel destiné à la commercialisation du bois légal au Cameroun. Il permet d'assurer le caractère légal des produits forestiers ainsi que leur traçabilité. Les vendeurs quel qu'ils soient ont l'obligation avant toute activité au sein du MIB de déclarer leur site physique pour le faire enregistrer. L'opérateur d'un site peut déclarer sur le MIB plusieurs types de produits, tel que des bois sur pieds, des bois ronds et des débités.

Un opérateur qui exerce sur plusieurs sites doit enregistrer individuellement chacun de ces sites. Par exemple, un industriel qui est concessionnaire de deux UFA et d'une scierie doit faire trois enregistrements différents (deux pour les UFA et un pour la scierie) pour pouvoir déclarer les produits de tous ces sites. Il peut librement choisir d'enregistrer uniquement la scierie, mais dans ce cas, il ne pourra pas exposer par exemple les bois sur pieds qui se trouvent dans les UFA.

Dans la logique de la légalisation des activités d'exploitation, de la transformation et de la commercialisation du bois issu de ces différentes forêts, les experts ont pris en compte les besoins liés à la création et l'enregistrement des MIB physiques et virtuels pour chacune des forêts.

4. Etudes d'impact environnemental

Il est prévu dans le cadre des activités de ce projet, la réalisation d'une notice environnementale, conformément à la loi n° 96/012 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, le décret 2013/0171/PM du 14 février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact et environnemental et social, et l'arrêté n°00002/MINEPDED du 08 février 2016 définissant les canevas types des Termes de références et contenus de la Notice d'Impact environnemental.

5. La fiscalité relative aux activités d'exploitation dans les forêts communautaires

Les structures légales porteuses de ce projet sont composées de Comités de gestion constitués en Associations, et d'une entité représentative des communautés, ayant un statut de regroupement ou d'union des organisations.

Le Code Général des Impôts⁴ ne prévoit aucune taxe pour les Associations. Pour ce qui est des structures de regroupement des acteurs du secteur rural tel que les coopératives, ledit code stipule que les sociétés coopératives de production, transformation, conservation et vente des produits agricoles, de l'élevage, et leurs unions fonctionnant conformément aux dispositions légales qui les régissent, sont exonérées de l'impôt sur les sociétés, sauf pour les opérations ci-après désignées : ventes effectuées dans un magasin de détail distinct de leur établissement principal ... ; opérations effectuées par les sociétés coopératives ou unions susvisées avec des non sociétaires.

Les entités qui seront impliquées dans les activités susmentionnées, entendent exercer leurs activités dans un cadre qui les exonère de l'impôt sur les sociétés, dans l'optique de minimiser les facteurs de coûts de production et proposer des produits accessibles au marché local.

Toutefois, les titulaires des forêts communautaires sont assujetties au paiement de la Taxe d'abattage qui représente 5% de la valeur FOB des grumes en m³, conformément à la loi des finances 2025⁵, qui fixe ce taux en son article 242 pour les entreprises ne disposant d'aucune certification. La valeur FOB des essences est présentée dans l'arrêté 00000038/MINFI/CF/A/DGD du 19 janvier 2023 portant constatation des valeurs FOB des bois en grumes et débités à l'exportation pour une période de six mois.

6. Les normes d'intervention en milieu forestier

La Décision n° 0108/D/MINEF/CAB du 09 février 1998 fixe les Normes, à caractère obligatoire, d'intervention en milieu forestier.

Ces normes visent la protection de l'environnement lors de la réalisation des activités d'aménagement forestier définies aux articles 23, 63, 64 et 65 de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant Régime des Forêts, de la Faune et de la Pêche, notamment lors de la confection des plans d'aménagement et des plans simples de gestion qui doivent en intégrer le contenu dans leurs prescriptions pour être approuvés.

Ces normes viennent en complément, pour la protection de l'environnement, aux lois et règlements que toute personne doit respecter dans le cadre de ses activités et s'appliquent à tout titulaire d'un titre d'exploitation forestière lorsqu'il réalise une des

4 CODE GENERAL DES IMPOTS mis à jour au 1er janvier 2025.

5 Cf. article 242, loi n°2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi des finances en république du Cameroun pour l'exercice 2025

activités d'aménagement forestier décrites dans la Loi, que ce soit en forêt permanente ou **non permanente**.

H. LES BESOINS EN ACCOMPAGNEMENT ET EN APPUI DU PROJET

La mise en œuvre effective de ce projet nécessite l'accompagnement institutionnel de l'Etat et l'appui des partenaires, présenté ci-dessous :

Tableau 1: Les besoins en accompagnement et en appui du projet

N°	Tâches	Niveau d'avancement	Besoins	Responsables
1	Finaliser les procédures de mise en place des comités de gestion	Les membres des anciens comités sont disponibles	Accompagnement	Communautés/Partenaire
2	Finaliser les procédures de légalisation des forêts communautaires (Plan simple de Gestion, Certificat Annuel d'Exploitation, Convention de gestion définitive)	Rapport d'inventaire forestier disponible pour chaque forêt	Accompagnement Financements	Communautés/Partenaire /MINFOF
3	Acquérir les équipements de transformation du bois	Fournisseurs locaux disponibles, notamment l'Entreprise « Innovations et Paysage Cameroun » fournisseur exclusif de la scie mobile LUCAS MILL, situé face Cami-Toyota – Yaoundé.	Financements	Communautés/Partenaire
4	Former les équipes de gestion	L'Association « FECAPROBOIS », situé face Boulangerie ACROPOLE – Yaoundé, a été identifiée comme Organisation professionnelle dans le secteur du bois ayant l'expertise pour assurer la formation	Financements	Communautés/Partenaire /MINFOF
5	Créer et enregistrer les Marchés Intérieurs du Bois	Aucun site physique n'est encore identifié	Accompagnement Financements	Communautés/Partenaire /MINFOF
6	Réaliser la notice environnementale	Non encore réalisée	Accompagnement Financements	MINEPDED/Communautés/Partenaire

I. LA PERTINENCE DU PROJET

1. L'ancrage dans les stratégies nationales et internationales

Au niveau mondial, ce projet est en droite ligne des objectifs de développement durable (ODD), notamment les ODD relatifs à la lutte contre la pauvreté, le respect des droits des minorités (en l'occurrence les populations vivant dans la forêt), l'exploitation responsable des ressources naturelles et la nécessité de la préservation de la biodiversité. Il s'agit d'une exigence des États Membres de l'ONU, dont le Cameroun, qui se sont engagés à la réalisation des dix-sept Objectifs de Développement Durables (ODD).

Par ailleurs dans le bassin du Congo, il participe de la mise en place de la Stratégie d'Industrialisation Durable de la Filière Bois qui prône le développement de la transformation locale du bois par la création de plus de 100 000 emplois à l'horizon 2030, doublant ainsi la contribution du secteur bois aux PIB nationaux.

Au Cameroun, ledit projet contribue à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30), notamment en ce qui concerne l'augmentation du taux de transformation des matières premières locales en général, et en particulier la 1^{ère} et la 2^{ème} transformation du bois. Aussi, de par la loi des finances 2022 dans le cadre de la valorisation de la transformation locale du bois, le Gouvernement a mis sur pied des mesures incitatives, exonérant de taxes fiscalo-douanières, l'importation des équipements de transformation du bois.

2. Le niveau de maturité du projet

A ce jour le projet capitalise pour sa mise en œuvre, les éléments suivants :

- L'Attribution à titre provisoire d'une Convention simple de gestion ;
- Les rapports d'inventaire forestier des trois FC ;
- Les rapports d'études socio-économiques des localités concernées ;
- La sensibilisation des populations pour une exploitation responsable des ressources forestières et sur les conséquences négatives liées au non-respect de l'environnement, à travers des affiches.

Il reste attendu, l'accompagnement institutionnel de l'Etat et l'appui financier du partenaire, pour ce qui est de la finalisation des différentes démarches auprès des communautés et de l'Etat.

J. LES RISQUES DU PROJET

Les risques identifiés (faiblesses et menaces) et classifiés qui peuvent peser sur les activités de ce projet et mettre en péril son bon fonctionnement, sont les suivants :

- risques humains, liés aux problèmes de gestion et de collaboration entre les comités de gestion et les communautés ;
- risques administratifs du fait de l'emplacement des zones d'exploitation dans des réserves naturelles ;

I. PRESENTATION GENERALE DU PROJET

- risques du marché, liés à la fluctuation de l'offre et de la demande ;
- risques logistiques, conséquences de l'absence de route et des limites des moyens de transport utilisés ;
- risques technologiques, liés à la disponibilité locale ou non, de la qualité et de l'intégrité du matériel de transformation et des pièces de rechange ;
- risques environnementaux, du fait de l'impact de l'exploitation sur l'écosystème local ;
- risques sociaux, pouvant émerger suite aux oppositions des communautés locales à l'exploitation forestière ;
- risques financiers, causés par l'instabilité financière due à des charges imprévues ou à des revenus inférieurs aux prévisions.

Les mesures nécessaires pour prévenir ces risques sont les suivantes :

Tableau 2: Risques du projet et mesures de prévention prévues

Risques	Impact	Mesures de prévention
Risques humains : Problème de gestion et collaboration entre les comités de gestion et les communautés.	Conflits internes pouvant entraîner des dysfonctionnements des systèmes mis en place	<ul style="list-style-type: none">- formation des membres des comités de gestion ;- mise en place et appropriation du Manuel des procédures pour une meilleure collaboration
Risques Administratifs : Contraintes administratives dues à l'emplacement des zones d'exploitation dans des réserves naturelles	Retards dans l'obtention des autorisations et permis nécessaires	Solliciter l'accompagnement des autorités administratives compétentes
Risques du marché : La fluctuation de l'offre et de la demande	Fluctuations à la baisse des prix du marché du bois pouvant affecter la rentabilité.	Analyser régulièrement le marché pour ajuster les stratégies de vente
Risques Logistiques : liés à l'absence de route et aux limites des moyens de transport utilisés	<ul style="list-style-type: none">- difficultés voire impossibilité de déplacements ;- augmentation des coûts de transport et de logistique ;- retards dans la livraison des produits finis.	<ul style="list-style-type: none">- évaluer les voies de transport avant le début des opérations et apporter des solutions appropriées ;- investir dans des moyens de transport adaptés aux conditions locales
Risques Technologiques : les risques liés à la disponibilité locale, la qualité et l'intégrité du matériel de transformation et des pièces de rechange.	<ul style="list-style-type: none">- pannes fréquentes pouvant entraîner des interruptions de production ;- produits de qualité inférieure en raison	<ul style="list-style-type: none">- acquérir les équipements ayant des pièces de rechange et l'expertise de formation pour l'utilisation et la maintenance, disponibles localement ;

	d'équipements défectueux.	- former le personnel à l'utilisation et à l'entretien des machines.
Risques Environnementaux : Impact de l'exploitation sur l'écosystème local.	dégradation de l'environnement et perte de biodiversité affectant la durabilité du projet.	- réaliser des études d'impact environnemental avant le début des opérations ; - adopter les pratiques de gestion durable des forêts.
Risques Sociaux Opposition des communautés locales à l'exploitation forestière.	- blocages pouvant perturber les opérations ; - mauvaise image du projet, nuisant à la réputation des élites et acteurs impliqués.	- impliquer les communautés locales dans le processus décisionnel ; - organiser des séances d'information pour expliquer les bénéfices du projet.
Risques Financiers Instabilité financière due à des coûts imprévus ou à des revenus inférieurs aux prévisions.	- difficultés à financer les opérations et à maintenir la viabilité du projet ; - risque de faillite si les charges sont supérieurs aux revenus sur une période prolongée.	- élaborer un plan financier avec des prévisions réalistes ; - mettre en place un fonds de réserve pour faire face aux imprévus.

II. ETUDE DU MARCHE

A. L'OFFRE ET LA DEMANDE EN BOIS

1. Les produits les plus demandés :

Les produits en bois les plus demandés dans la ville de Moloundou et ses environs sont les suivants :

- **Lattes** ;
- **Bastaings** ;
- **Panneaux** ;
- **Coffrages** ;
- **Chevrons**.

Ces produits sont issus des essences ci-après :

- **Ayous (*Triplochiton scleroxylon*)** : communément appelé « **bois blanc** » ;
- **Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*)** : communément appelé « **bois rouge** » ;
- **Iroko (*Milicia excelsa*)** : communément appelé « **bois rouge** ».

Du fait de l'absence d'une activité légale de transformation du bois dans la zone de Moloundou, aucune donnée sur la demande n'est disponible au niveau de l'administration des forêts ni dans les bases de données des statistiques nationales.

2. Données de l'offre des produits

Conformément au rapport de l'inventaire forestier sus-évoqué, effectué dans les trois forêts, sur un bloc quinquenal exploitable sur 5 ans, lesdites forêts ont un potentiel global de 10 170 tiges d'arbres, soit 91 739,12 m³, répartis ainsi qu'il suit :

- Forêt communautaire ACODELEMIT superficie de 1009 hectares : 2 823 tiges d'arbres, soit 24 851,86 m³ ;
- Forêt communautaire ACODENDO, superficie de 1002 hectares : 3 386 tiges d'arbres, soit 30 802,52 m³ ;
- Forêt communautaire ADILEM, superficie de 1007 hectares : 3 961 tiges d'arbres, soit 36 084,74 m³.

D'après ces informations, l'offre annuelle sur une période de 5 ans est évaluée ainsi qu'il suit :

Tableau 3: Données de l'offre du bois sur une période de 5 ans

Potentiel en m ³	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total en m ³
Potentiel en m³ ACODELEMIT	4 970,372	4 970,372	4 970,372	4 970,372	4 970,372	24 851,86
Potentiel en m³ ACODENDO	6 160,504	6 160,504	6 160,504	6 160,504	6 160,504	30 802,52
Potentiel en m³ ADILEM	7 216,948	7 216,948	7 216,948	7 216,948	7 216,948	36 084,74
TOTAL en m³	18 347,824	18 347,824	18 347,824	18 347,824	18 347,824	91 739,12

B. LA CONCURRENCE

Il n'existe aucun acteur actif dans ce segment ou maillon de la chaîne de transformation artisanale légale du bois dans l'arrondissement de Moloundou et ses environs. Aussi, le projet ne sera pas exposé à une menace extérieure due à la concurrence loyale.

Toutefois, il faut souligner la présence d'autres titre d'exploitation forestière tels que la forêt communale de Moloundou et les UFA (Unité Forestière d'Aménagement) environnantes.

C. LA CLIENTELE POTENTIELLE DU BOIS ISSU DES TROIS FORETS COMMUNAUTAIRES

Le bois produit sera écoulé au niveau du marché local et en grande partie vers les villes frontalières de la République du Congo, où la demande est forte et croissante, avec une facilité d'acheminement qui se fait via le fleuve Ngoko.

La clientèle est constituée ainsi qu'il suit :

- **les ménages**, qui l'utilisent pour les besoins de réalisation des petits travaux à domicile ;
- **les professionnels du métier du bois**, constitués des Unités de Transformation du Bois (UTB) et de techniciens des bâtiments, pour les besoins de production des meubles et de construction des structures en bois des ouvrages du génie civil (immeubles ou bâtiments) ;
- **les fournisseurs de bois**, qui acheminent les cargaisons de bois vers les clients, notamment dans les villes frontalières de la République du Congo par voie fluviale.

III. STRATEGIES DE CONQUETE DU MARCHE ET PRIX DES PRODUITS

A. CREATION D'UN MARCHE INTERIEUR DU BOIS

Compte tenu des habitudes des populations, accoutumées à s'approvisionner en bois illégal, il est préconisé la mise en place d'un **Marché intérieur du Bois (MIB)**, à travers la création d'un site physique dans la ville de Moloundou, qui sera un espace formel de commercialisation légale du bois soumis à une réglementation et une régulation qui garantissent aux populations un accès équitable à ces produits.

B. TYPES ET PRIX DES PRODUITS

Le MIB exposera les produits les plus demandés en « bois blanc » et en « blanc rouge ». Le tableau ci-après présente la liste de ces produits ainsi que leurs coûts :

Tableau 4: Prix par pièce des différents produits en bois transformé

N°	Essences / Couleurs	Produits	Prix par pièce de bois (en FCFA)
1	Bois rouge	Lattes	1500
2	Bois blanc	Coffrages	2000
3	Bois rouge	Chevrons	2000
4	Bois rouge	Bastaings	2000
5	Bois rouge	Panneaux	2500

IV. ETAT DES RECETTES PREVISIONNELLES

A. ESTIMATION DU PRIX MOYEN DU METRE CUBE DU BOIS

Cette estimation est faite sur la base de la moyenne des prix en mètre cube des produits les plus demandés.

Elle est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 5: Estimation du prix moyen du m3 du bois transformé

N°	Produits/dimensions	Volume unitaire d'une pièce de bois (m ³)	Prix unitaire par pièce de bois (en FCFA)	Prix par mètre cube (FCFA/m ³)
1	Lattes (8cmx4cmx6m)	0,0192	1500	78125
2	Coffrages (28-30cmx3-4cmx6m)	0,072	2000	27800
3	Chevrans (8cmx8cmx6m)	0,0384	2000	52100
4	Bastaings (18cmx8cmx6m)	0,0864	2000	23150
5	Panneaux (38-40cmx3cmx2m)	0,0264	2500	104200
6	TOTAL			285 375
7	PRIX MOYEN DU METRE CUBE DE BOIS (TOTAL/5)			57 075 FCFA/m³

B. ESTIMATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PREVISIONNEL SUR 5 ANS

Les recettes de la structure faitière sont produites par les prestations liées à l'utilisation des équipements mis à la disposition des trois forêts communautaires.

La liste des prestations et de leurs montants est présentée ainsi qu'il suit :

Tableau 6: Liste des prestations de la structure faitière et leurs montants

N°	Prestations	Recettes prévisionnelles
1	Frais logistiques liés au transport de l'ensemble des matériels destinés aux opérations sur le terrain	50 000 FCFA/descente
2	Frais de location de la scie mobile	5% de la valeur des volumes de bois débités en m ³ et vendus
3	Autres frais : carburant et pannes survenant au cours des opération sur le terrain, sont directement pris en charge par les utilisateurs	A déterminer

Pour estimer le volume du bois exploitable qui sera débité sur une durée d'un (01) an, le potentiel global des FC a été divisé par 5 ans, soit $91\,739,12\text{ m}^3/5 = 18\,347,824\text{ m}^3$, puis multiplié par 57 075 FCFA qui est le prix moyen d'un m³ du bois, et un taux de productivité de 60% a été appliqué pour obtenir les données réelles, soit 628 321 232,88 FCFA.

Pour obtenir le chiffre d'affaires prévisionnel lié aux frais de location de la scie mobile, il a été appliqué un taux de 5% de la valeur du m³ du bois scié. Soit un chiffre d'affaire prévisionnel annuel d'environ 31 416 061,644 FCFA

Quant à l'évolution de l'activité il a été prévu un taux de croissance de 5% dès la 2^{ème} année, plafonné à 10% à la 5^{ème} année, compte tenu de la forte demande observée, qui néanmoins ne peut être satisfaite à 100% du fait des moyens d'exploitation artisanale utilisée.

Pour ce qui est des frais logistiques, il a été estimé une descente par mois, soit un chiffre d'affaires estimatif de 600 000 FCFA/an.

Le tableau ci-après fait la synthèse des rubriques du chiffre d'affaires prévisionnel annuel de la Structure faitière :

Tableau 7: Chiffre d'affaires prévisionnel annuel de la structure faitière

N°	Prestations	Recettes prévisionnelles annuelles (FCFA)
1	Frais logistiques liés au transport de l'ensemble des matériels destinés aux opérations sur le terrain 50 000 FCFA/descente/mois	600 000
2	Frais de location de la scie mobile 5% de la valeur des volumes de bois débités en m³	31 416 061
4	Autres frais : carburant et pannes survenant au cours des opération sur le terrain, sont directement pris en charge par les gestionnaires de la FC	A déterminer
	Total (1+2)	32 016 061

L'évaluation du chiffre d'affaires de la structure faitière sur une durée d'exploitation de 5 ans se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 8: Evaluation du chiffre d'affaires de la structure faitière sur 5 ans

Années	Chiffre d'affaires annuel (FCFA)	Evolution
Année 1	32016061	//
Année 2	33616864	5%
Année 3	33616864	//
Année 4	33616864	//
Année 5	36978550	10%
TOTAL	169 845 203	

2^{EME} PARTIE

I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE PORTEUSE ET DE L'EQUIPE DU PROJET

A. STATUT JURIDIQUE DE LA STRUCTURE PORTEUSE

Conformément aux dispositions de l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), l'instance faitière envisagée sera constituée du regroupement des organisations associatives existantes. Aussi, le statut juridique approprié pour cette structure est une **Société Coopérative Simplifiée avec Conseil d'Administration, (SCOOP-CA)**, ayant pour siège la ville de Moloundou et pour associés ACODELEMIT, ACODENDO et ADILEM et autres.

Elle sera chargée de la gestion des ressources mutualisées, notamment l'outil de transformation et le Marché Intérieur du Bois (MIB).

A cet effet, elle sera garante de la représentativité géographique, du genre, ainsi que de l'union des communautés et organisations concernées, de la sécurisation des équipements de transformation et de leur bonne utilisation.

B. PRESENTATION DE L'EQUIPE DE PILOTAGE DU PROJET

Les acteurs clés du pilotage du projet seront constitués du bureau de la structure faitière et des membres désignés des différents bureaux de gestion de chacune des FC.

1. Le Conseil d'Administration

Le conseil d'administration supervise la gestion de la société coopérative, en veillant à son bon fonctionnement et à l'atteinte de ses objectifs. Il est chargé de définir les objectifs stratégiques de la coopérative et de s'assurer que les actions entreprises sont en ligne avec ceux-ci.

Il est composé d'un Président et des associés. Il nomme un gérant qui exécute les orientations et décisions prises par ledit conseil d'administration.

A cet effet, il est un organe de décision et de contrôle.

2. Les associés

Les Associés sont les associations gestionnaires des trois FC. Ils sont représentés par les membres désignés des comités de gestion des trois FC.

Ils participent à la prise de décisions et à la mission de contrôle du Conseil d'administration.

3. Les comités de gestion

Les comités de gestion sont les membres du bureau exécutif des associations gestionnaires des forêts communautaires. Ils sont chargés de la gestion des FC pour le compte de leurs communautés, qu'ils représentent au sein du Conseil d'administration.

4. Le Gérant

La gestion opérationnelle du projet sera assurée par un Gérant qui met en œuvre les décisions du Conseil d'Administration.

Il aura sous son contrôle :

- le personnel technique ;
- le personnel commercial ;
- le trésorier/comptable.

5. Le personnel technique

Le personnel technique est composé d'un Responsable technique des équipements alloués à cette structure, ayant sous ses ordres des agents techniques d'appui et un opérateur de la scie mobile.

6. Le personnel commercial

Le personnel commercial est composé d'un Responsable commercial chargé des opérations d'animation du MIB et de ventes, et ayant sous sa responsabilité des agents commerciaux ;

7. Le trésorier/comptable.

Il est chargé du recouvrement, de la sécurisation et du suivi des fonds collectés pour le compte de la société coopérative.

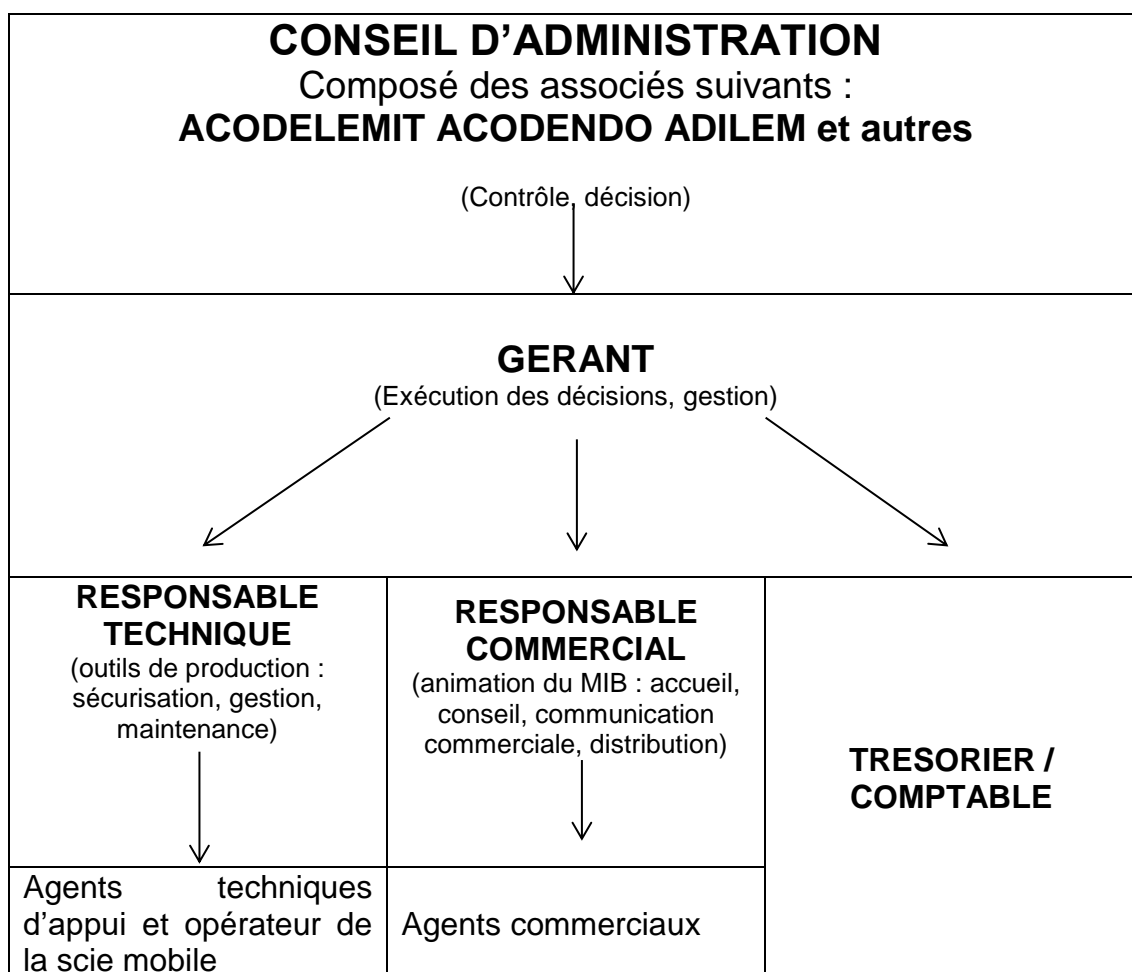


Figure 1 : Organigramme de la structure faitière

C. FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE FAITIERE

La structure faitière à travers son organe opérationnel, est spécifiquement chargée de la gestion des ressources mutualisées qui seront mises à la disposition des communautés riveraines des trois (03) forêts communautaires.

Il s'agit notamment de :

- la scie mobile de type LUCAS MILL, le matériel nécessaires aux opérations en forêts, ses accessoires et pièces de rechange ;
- le tricycle pour le transport de la scie mobile et du matériel technique qui l'accompagne ;
- le Marché Intérieur du Bois.

Pour ce qui est de l'utilisation de la scie mobile, le Gérant établit un planning d'utilisation approuvé par le Conseil d'Administration. Par ailleurs, des demandes peuvent également adressées par les associés. Y faisant suite, le Gérant se charge de la coordination desdites suivant les modalités qui seront arrêtées par le Conseil d'administration. L'équipe technique est chargée du déplacement du matériel vers son lieu d'utilisation.

En contrepartie, la structure faitière collecte les contributions des utilisateurs, représentant les frais d'amortissement des équipements et des charges opérationnelles diverses. Les taux de contribution seront arrêtés lors des Assemblées de cette société coopérative, de commun accord entre les associés.

Toutefois, la contribution concernant l'amortissement de la scie mobile sur deux (02) ans, soit huit millions sept cent cinquante mille (8 750 000) FCFA, sera appliquée au prorata de l'utilisation de cet équipement. Des mesures d'ajustement seront prises le cas échéant, pour assurer la mobilisation dudit montant, car il s'agit de fonds destinés à pérenniser l'activité à travers l'autofinancement pour l'acquisition d'autres équipements.

II. LA PRESENTATION DU PROCESSUS TECHNIQUE

Sur le plan technique les principales étapes relatives aux activités d'exploitation et de transformation du bois sont les suivantes :

- la commande par le client ;
- la prospection, l'identification des essences et l'abattage des arbres par les équipes techniques assignées aux comités de gestion des forêts ;
- le transport des équipements par l'équipe technique chargée du matériel, de la structure faitière suivi de la transformation des arbres abattus selon les spécificités de la commande ;
- la commercialisation : les opérations de déplacement et/ou transport vers le point d'embarquement.

1. La commande

Toute opération de transformation commence par l'expression des besoins du client en termes des essences, des spécificités des produits et des quantités.

2. La prospection, l'identification des essences et l'abattage

C'est alors que la prospection démarre, nécessitant le déploiement sur le terrain, d'une équipe technique constituée de :

- un Responsable de l'équipe, encore appelé Responsable des Opérations Forestière (ROF), chef de l'équipe technique ;
- un Prospecteur, chargé de l'identification des essences ;
- un Pisteur, chargé de l'aménagement des pistes.

Le ROF fait ensuite entrer l'équipe d'abattage après avoir évalué les opportunités d'abattage dans le strict respect des normes d'intervention en milieu forestier. Pour sa tâche d'abattage à l'aide d'une tronçonneuse, l'abatteur est accompagné d'un aide-scieur.

La transformation du bois abattu est assurée par la scie mobile et par une tronçonneuse.

3. Le transport des équipements

L'équipe technique chargée du matériel de transforme se charge ensuite de déplacer l'ensemble des équipements nécessaires aux opérations de transformation du bois.

Cette équipe est constituée d'un Responsable technique, assisté d'agents techniques et d'un opérateur de la scie mobile.

4. La commercialisation

Après la transformation du bois, il est prévu le déplacement ou le transport du bois débité vers les points de commercialisation ou le MIB, ou vers le point d'embarquement à destination de l'acquéreur.

Le transport vers l'acquéreur est pris en charge par ce dernier.

3^{EME} PARTIE

I. PREVISIONS FINANCIERES

A. LES BESOINS EN MOYENS MATERIELS et leurs couts

Les opérations de prospection, d'abattage, de transformation et de commercialisation du bois nécessitent les outils, équipements et matériels suivants, destinés à l'usage par les équipes techniques concernées :

Tableau 9: Besoin et coûts du matériel, ainsi que de la création du MIB

Designation	Qté	Prix unitaire HT	Total
Matériel de prospection			
GPS	3	150000	450000
Vêtements de sécurité	9	10000	90000
Chaussures de sécurité	9	10000	90000
Casques de sécurité	9	5000	45000
Bottes	9	5000	45000
Matériel d'abattage, transformation et divers			
Scie mobile Marque Lucas-Mill, Modèle 10-30	1	17500000	17500000
Tronçonneuse forestière de marque Stihl	3	500000	1500000
Affuteuse complète	1	350000	350000
Tricycle pour le transport de la scie mobile dans les différents sites d'opérations	1	1900000	1900000
Acheminement du matériel vers Moloundou	1	100000	100000
Pièces de rechange			
Lame de la scie mobile	1	250000	250000
Lames de tronçonneuse	3	100000	300000
Roulettes de la scie mobile	6	13500	81000
Matériel de stockage, carburants et lubrifiants			
Carburants	300	1500	450000
Lubrifiants moteur	30	2000	60000
Lubrifiants de la scie	30	1500	45000
Acquisition de 15 bidons de 20 litres, pour le stockage du carburant, (5 par FC)	15	2000	30000
Acquisition de 3 bidons de 10 litres, pour le stockage de l'huile de moteur, (1 par FC)	3	1000	3000
Acquisition de 3 bidons de 10 litres, pour le stockage de l'huile de vidange, (1 par FC)	3	1000	3000
Création d'un Marché Intérieur du Bois (MIB)			

Aménagement et enregistrement du site physique du MIB	1	(voir Mairie Moloundou)	1 000 000
TOTAL			24 292 000FCFA

B. LES MOYENS HUMAINS

Le personnel est issu des communautés. Ils sont membres des organisations associatives, et à ce titre sont pris en charge conformément aux dispositions statutaires des différentes structures mises en place dans le cadre de ce projet.

Les besoins du projet en moyens humains se présentent ainsi qu'il suit :

- **Comité de gestion et équipe technique :**

Tableau 10: Moyens humains nécessaires dans un comité de gestion

Fonction	Nombre
Président	1
Vice-présidents	2
Secrétaire Général	1
Trésorier	1
Commissaire aux comptes	1
Responsable des Opérations Forestières (ROF)	1
Prospecteur	1
Pisteur	1
Abatteur – scieur	1
Aide – scieur	1
Débardeurs	

- **Structure faitière :**

Tableau 11: Besoins en moyens humains dans la structure faitière

Fonction	Nombre
Président du conseil d'Administration	1
Secrétaire Général	1
Trésorier / comptable	1
Gérant	1
Responsable technique	1
Agents commerciaux	3
Agents techniques	3

C. EVALUATION DU COUT DU PROJET

Sur ce point, les données exactes relatives à la création et aux procédures de légalisation des trois forêts communautaires n'ont pas été mises à la disposition du présent consultant.

En conséquence, une estimation des coûts liés aux différentes étapes des procédures de légalisation a été effectuée.

Tableau 12: Budget prévisionnel du projet

Plan de financement initial

Besoins		Ressources disponibles/recherchées	
Frais d'établissement	1 000 000 FCFA	Financements	1 000 000 FCFA
Constitution de la société Coopérative	1 000 000	<i>Apport en capital</i>	1 000 000
Certificat de conformité environnemental	3 000 000		
Immobilisations incorporelles	2 464 250 FCFA	Financements	2 464 250 FCFA
Attribution de 3 forêts communautaires		<i>Financements WWF</i>	2 464 250
Convention de gestion et plan simple de gestion			
Inventaire forestier			
Certificat Annuel d'Exploitation			
Convention de gestion définitive			
Création et enregistrement du site physique du Marché Intérieur du Bois			
Formation des personnels de la structure porteuse du projet (3 équipes pour les 3 forêts communautaires et l'équipe de la structure faitière)			
Montage du business plan	2 464 250		
Immobilisations corporelles	23 062 000 FCFA	Financements	23 062 000 FCFA
Acquisition d'une scie mobile, Marque LUCAS MILL, Modèle 10-30 (Prix Hors Taxe)	17 500 000	<i>Financements WWF</i>	23 062 000
Acquisition d'un tricycle pour les déplacements de la scie mobile dans les différents sites d'opérations	1 900 000		
Acquisition de 3 tronçonneuses forestières de la Marque Stihl	1 500 000		

Acquisition de 15 bidons de 20 litres, pour le stockage du carburant, (5 par FC)	30 000		
Acquisition de 3 bidons de 10 litres, pour le stockage de l'huile de moteur (1 par FC)	3 000		
Acquisition de 3 bidons de 10 litres, pour le stockage de l'huile de vidange, (1 par FC)	3 000		
Acquisition d'un Tire-fort 10 tonnes (matériel de manutention)	300 000		
1 Lame de rechange pour la Lucas Mill	250 000		
3 lames de rechange pour les trois tronçonneuses	300 000		
Filtre à air Lucas Mill (pièce de rechange)	15 000		
Filtre à Essence (pièce de rechange)	10 000		
Roulettes de rechange (6 pièces)	81 000		
Affûteuse complète	350 000		
3 GPS pour les 3 ROF	450 000		
Vêtements de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	90 000		
Chaussures de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	90 000		
Casques de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	45 000		
Bottes pour les équipes techniques (9 personnels)	45 000		
Acheminement du matériel à Moloundou	100000		
Stocks	540 000 FCFA	Financements	540 000 FCFA
300 litres de Carburants (1500/l)	450 000	<i>Financements WWF</i>	540 000
30 litres d'huile de moteur (2000/l)	60 000		
30 litres d'huile de vidange (1000/l)	30 000		

Total

**27 066 250
FCFA**

Total

**27 066 250
FCFA**

Le budget du projet est évalué au montant de **vingt-sept millions soixante-six mille deux cent cinquante (27 066 250) FCFA**.

D. REPARTITION DES BESOINS DE FINANCEMENTS

La répartition des coûts d'investissement pour le démarrage effectif du projet se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 13: Besoins en financements

Répartition des besoins de financements	Montant (FCFA)
Formalisation de la société coopérative	1000000
Finalisation des procédures de légalisation des FC	26500000
Création et enregistrement du Marché Intérieur du Bois	1000000
Acquisition des équipements et matériel divers et acheminement vers Moloundou	26412000
Stocks de carburant et lubrifiants (au titre des fonds de roulement pour la constitution des stocks de bois)	540000
TOTAL	55 452 000 FCFA

E. COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Le compte d'exploitation de la structure faitière prévoit dès la première année, des recettes annuelles de l'ordre de trente-deux millions quatre cent seize mille soixante un (32 016 061) FCFA, contre des charges estimées à sept millions trois cent quatre-vingt-deux milles huit-cent trente-trois (7 382 833) FCFA, soit une marge nette de vingt-quatre millions six cent trente-trois mille deux cent vingt-huit (24 633 228) FCFA, soit une capacité d'autofinancement de trente millions trois cent soixante-dix-huit mille huit cent quatre-vingt-quatorze (30 378 894) FCFA, incluant la marge nette et la dotation aux amortissements liées aux équipements gérés par cette structure.

Les fonds d'autofinancement seront investis d'une part, en priorité pour l'achat de nouveaux équipements, et d'autre part, pour les dépenses liées aux charges de fonctionnement de cette structure, conformément aux dispositions statutaires de la SCOOP-CA.

Ce compte se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 14: Compte d'exploitation prévisionnel

Compte d'exploitation de la Structure faitière					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Produits d'exploitation					
<i>Chiffre d'affaires HT vente des marchandises</i>	31 416 061	33 016 864	33 016 864	33 016 864	36 378 550
<i>Recettes sur frais de logistiques</i>	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Total produits d'exploitation	32 016 061 FCFA	33 616 864 FCFA	33 616 864 FCFA	33 616 864 FCFA	36 978 550 FCFA
Charges d'exploitation					
Achats (charges variables)	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA
Achat de fournitures (Essence, huile de moteur et huile de vidange)					
Sous-traitance					
Autres charges d'exploitation	0	0	0		
Achat de fournitures	306 000 FCFA	306 000 FCFA	306 000 FCFA	306 000 FCFA	306 000 FCFA
Electricité/eau/gaz					

Consommables de bureau (registres, facturiers, stylos)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Filtre à Essence (pièce de rechange)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Roulettes de rechange (6 pièces)	81 000	81 000	81 000	81 000	81 000
Vêtements de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Chaussures de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Casques de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Bottes pour les équipes techniques (9 personnels)	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Charges externes	300 000 FCFA	300 000 FCFA	300 000 FCFA	300 000 FCFA	300 000 FCFA
Entretien des équipements	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Autres charges externes	360 000 FCFA	360 000 FCFA	360 000 FCFA	360 000 FCFA	36 000 FCFA
Déplacements	360 000	360 000	360 000	360 000	36 000
Impôts et taxes	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA
Exonéré					
Frais de personnel	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA
Rémunération du Gérant (Cf. Dispositions des textes de la SCOOP-CA)	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
Cotisations sociales du dirigeant (Cf. Dispositions des textes de la SCOOPCA)	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
Salaires et charges sociales (Cf. Dispositions des textes de la SCOOP-CA)	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
Commission versées (Cf. Dispositions des textes de la SCOOP-CA)	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
Dotation aux amortissements	5 745 667 FCFA	5 745 667 FCFA	5 745 667 FCFA	5 745 667 FCFA	5 745 667 FCFA
Charges financières	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA	- FCFA

Imprévus 10%	671 167	671 167	671 167	671 167	638 767
Total des charges	7 382 833 FCFA	7 382 833 FCFA	7 382 833 FCFA	7 382 833 FCFA	7 026 433 FCFA
Résultat avant impôts = Total des produits - Total des charges	24 633 228 FCFA	26 234 031 FCFA	26 234 031 FCFA	26 234 031 FCFA	29 952 117 FCFA
Impôts sur les bénéfices (exempté du paiement de l'impôt sur le revenu)	0	0	0	0	0
Résultat net	24 633 228 FCFA	26 234 031 FCFA	26 234 031 FCFA	26 234 031 FCFA	29 952 117 FCFA
Capacité d'autofinancement = Résultat net + Amortissements	30 378 894 FCFA	31 979 697 FCFA	31 979 697 FCFA	31 979 697 FCFA	35 697 783 FCFA

,

F. TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS

La dotation aux différents amortissements est répartie entre la structure faitière qui ne prend en charge que les rubriques liées aux équipements, matériels et accessoires qui lui sont destinées.

Les autres rubriques sont à la charge des différents comités de gestion des FC.

Tableau 15: Tableau des amortissements

Immobilisations	Montant	Type d'amortissement	Durée	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Frais d'établissement	4 000 000	Linéaire	25 ans	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
Certificats Annuels d'exploitation	4 500 000	Linéaire	1 an(s)	4 500 000	4 500 000	4 500 000 FCFA	4 500 000	4 500 000
Formation des personnels de la structure porteuse du projet (3 équipes pour les 3 forêts communautaires et l'équipe de la structure faitière)	3 000 000	Linéaire	5 ans	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Acquisition d'une scie mobile, Marque LUCA MILL, Modèle 10-30 (Prix Hors Taxe)	20 000 000	Linéaire	5 ans	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Acquisition d'un tricycle pour les déplacements de la scie mobile dans les différents site d'opérations	2 000 000	Linéaire	3 ans	666 667	666 667	666 667	666 667	666 667
Acquisition de 3 tronçonneuses forestières de la Marque Stihl	2 000 000	Linéaire	2 ans	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000 FCFA

Acquisition de 15 bidons de 20 litre, soit 300 litres pour le stockage du carburant, au prix de 1500/litres (5 par FC)	30 000	Linéaire	1 an(s)	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Acquisition de 3 bidons de 10 litres, soit 30 litres pour le stockage de l'huile de moteur, au prix de 2000/litres (pour les 3 FC)	3 000	Linéaire	1 an(s)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Acquisition de 3 bidons de 10 litres, soit 30 litres pour le stockage de l'huile de vidange, au prix de 1000/litres (pour les 3 FC)	3 000	Linéaire	1 an(s)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Acquisition d'un Tire-fort 10 tonnes (matériel de manutention)	300 000	Linéaire	1 an(s)	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
2 Lame de rechange pour la Lucas Mill	500 000	Linéaire	1 an(s)	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
3 lames de rechange pour les trois tronçonneuses	300 000	Linéaire	1 an(s)	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Filtre à air Lucas Mill (pièce de rechange)	15 000	Linéaire	1 an(s)	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Filtre à Essence (pièce de rechange)	10 000	Linéaire	0,5 an(s)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Roulettes de rechange (6 pièces)	81 000	Linéaire	1 an(s)	81 000	81 000	81 000		0
Affûteuse complète	350 000	Linéaire	5 ans	70 000	70 000	70 000		0
3 GPS pour les 3 ROF	450 000	Linéaire	5 ans	90 000	90 000	90 000		

Vêtements de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	90 000	Linéaire	5 an(s)	18 000	18 000	18 000		
Chaussures de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	90 000	Linéaire	0,5 an(s)	180 000	180 000	180 000		
Casques de sécurité pour les équipes techniques (9 personnels)	45 000	Linéaire	0,5 an(s)	90 000	90 000	90 000		
Bottes pour les équipes techniques (9 personnels)	45 000	Linéaire	0,5 an(s)	90 000	90 000	90 000		
Total	37 092 000			12 193 667	12 193 667	12 193 667	12 112 667	12 112 667 FCFA

II. CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Le chronogramme concerne la période allant de la mise en place des structures et l'acquisition des équipements jusqu'au démarrage effectif des activités d'exploitation, de transformation et de commercialisation du bois.

A l'état actuel de l'avancement des étapes de la procédure d'obtention de convention définitive de gestion des Forêts communautaires cibles et au regard des contraintes majeurs sus-évoquées, il est difficile d'élaborer un chronogramme réaliste.

Toutefois, le début de démarrage des activités est arrêté au courant du mois de janvier 2026.